

PASSEPORT BIOMÉTRIQUE

Le français Oberthur obtient le marché

C'est finalement le français Oberthur qui sera chargé de la réalisation des passeports biométriques en Algérie. Les négociations entre le ministère de l'Intérieur et le groupe français ont finalement abouti à un accord. Le montant du contrat qui s'élèverait à plusieurs dizaines de millions d'euros n'a pas été encore révélé. L'entreprise choisie par la partie algérienne avait été, dans un premier temps, sélectionnée en France pour le même marché avant que l'Etat français ne se rétracte pour des raisons de sécurité préférant faire jouer le monopole de l'imprimerie officielle. En négociant ce contrat l'Algérie a-t-elle pris en compte ce volet ?

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - La partie algérienne a finalement préféré retenir l'offre du français car jugée plus «intéressante» que d'autres, notamment celle émanant d'entreprises algériennes qui avaient à plusieurs reprises fait des propositions au ministère de l'Intérieur en tentant de faire valoir l'argument de la sécurité des informations et leur «sensibilité». Leur argumentaire n'a visiblement pas séduit le département de Zerhouni.

Pourtant en France, c'est justement ce même argument qui a fini par faire perdre à Oberthur un mar-

ché juteux. Le ministère de l'Intérieur, à la tête duquel se trouvait Nicolas Sarkozy, avait retenu l'offre de la société Oberthur mais le comité central d'entreprise de l'imprimerie nationale avait saisi le juge administratif des référés, qui a rendu le 23 novembre 2005 une ordonnance visant à la suspension de la décision du ministre de l'Intérieur.

Cette suspension a été confirmée par le Conseil d'Etat le 3 mars 2006. L'imprimerie officielle avait agi au nom du respect de l'article 2 d'une loi du 31 décembre 1993 stipulant qu'elle «est seule autorisée



Photo: DR

à réaliser les documents déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité, et notamment les titres d'identité, passeports,

visas et autres documents administratifs et d'état civil comportant des éléments spécifiques de sécurité destinés à empêcher les falsifications et les contrefaçons».

HSBC DÉMARRE OFFICIELLEMENT SES ACTIVITÉS DANS NOTRE PAYS

Au service des ambitions financières et commerciales de l'Algérie

Leader mondial dans les services bancaires et financiers, le groupe HSBC a démarré officiellement ses activités dans notre pays. Basé à Londres, HSBC (Hong Kong & Shanghai Banking Corporation) a obtenu récemment l'agrément définitif de la Banque d'Algérie.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une occasion, selon le directeur général de HSBC France, Peter Boyles, et le directeur HSBC Algérie, Rachid Sekkak, hôtes lundi soir à l'hôtel El-Djazaïr d'une rencontre conviviale, de «retrouailles naturelles» et «pour longtemps» avec notre pays après un rendez-vous manqué voilà quelques

décades. Il s'agira aussi pour HSBC Algérie, appuyée par un effectif de 80 cadres, de participer au développement du marché algérien

Une économie qui «a le plus fort potentiel de croissance» mais qui, en dépit des efforts en matière de réformes et de la situation financière «excellente», continue cependant de pâtir

d'un certain nombre de contraintes. Telles, notamment, une faible capacité d'absorption de l'économie, une intermédiation bancaire et financière insuffisante, un marché financier et de capitaux en manque de développement et de sophistication, ainsi que la dépendance aux hydrocarbures.

Des contraintes que HSBC Algérie entend justement contribuer à résorber, en améliorant l'efficacité de notre commerce extérieur, en faisant de notre pays un vecteur d'expansion au niveau régional et international et en répondant aux

besoins et «ambitions» nationaux. Et cela dans le contexte de crise du système financier international dont les répercussions sur ce groupe bancaire sont relativisées, voire minimisées du fait de la politique de diversification et de gestion des risques, notamment, déployée à travers le monde. Cette rencontre conviviale a été agrémentée des sons mélodieux de l'andalou et du gnawi, deux genres musicaux suavement exécutés par les orchestres des interprètes Beihdja Rahal et Hassna El-Becharia.

C. B.

LA BANQUE D'ALGÉRIE VIENT DE L'AUTORISER

Housing Bank et Cetelem augmentent leurs capitaux

Le Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) auprès de la Banque d'Algérie vient d'autoriser la banque Housing Bank et l'établissement financier Cetelem Algérie, sur leur demande, d'augmenter leurs capitaux.

Réuni dimanche dernier, le CMC a autorisé Housing Bank for trade & finance - Algeria d'augmenter son capital de 7,05 milliards de dinars à 9,75

milliards de dinars. La Banque d'Algérie a également autorisé Cetelem Algérie d'augmenter son capital de 800 millions de dinars à 3 406 800 000,00 DA.

Par ailleurs, le CMC a fixé à 0,25% le taux de la prime versée par les banques et succursales de banques au Fonds de garantie des dépôts bancaires. Une prime annuelle calculée sur le montant global des dépôts dans les banques, en monnaie nationale, enregistrés au 31 décembre de chaque

année. Le taux de cette prime est fixé annuellement par le Conseil de la monnaie et du crédit dans la limite de 1%. Elle est versée à ce fonds qu'une société de garantie des dépôts bancaires (dont les banques sont actionnaires à parts égales) gère.

En rappelant que ce dispositif contribue à indemniser les déposants en cas d'indisponibilité de leurs dépôts (notamment dans le cas de liquidation d'établissements bancaires et financiers).

C. B.

Le Conseil d'Etat avait alors précisé que la suspension de la décision du ministre de l'Intérieur permettait néanmoins un autre montage qui respecterait davantage les aspects liés à la sécurité.

En recourant à la sous-traitance, l'imprimerie est tenue de respecter certaines règles : les données biométriques stockées dans la puce restent sa propriété ; leur transfert de cette dernière au prestataire privé est crypté ; aucune base de données à caractère personnel comprenant les données biométriques des titulaires de passeport ne sera conservée par le prestataire privé au-delà de la période de réalisation des passeports ; les clés de cryptage utilisées seront cédées à titre exclusif à l'imprimerie nationale.

Dominique de Villepin avait à l'époque, insisté sur l'importance, «en termes de souveraineté économique, industrielle et technologique, de la maîtrise, considérée comme vitale pour la sécurité des technologies sensibles et notamment de la biométrie».

Un avis partagé par Michèle Alliot-Marie qui avait indiqué que «la France doit être en mesure de proposer des solutions françaises et communiquer de manière sécurisée avec les procédures de ses principaux partenaires, sinon elle court le risque de se

voir imposer leurs solutions.

Ceci la priverait à la fois d'un moyen d'influence et supprimerait un levier de développement puissant». Des considérations qui ne semblent pas embarrasser la partie algérienne.

La question de la confidentialité des informations n'a jamais été évoquée par Yazid Zerhouni qui a, à plusieurs reprises, donné des dates pour la finalisation de ce projet. Selon ses dernières déclarations, la mise en place du passeport biométrique est prévue pour 2010. Le premier passeport biométrique algérien devrait sortir avant fin 2009, selon Zerhouni.

Une initiative qui devrait permettre une modernisation de l'administration algérienne mais surtout la mise en conformité de l'Algérie avec les règles édictées par l'Organisation internationale de l'aviation civile qui exige la mise en place de ce type de documents. Les pays européens ont jusqu'au 29 juin 2009 pour doter leurs ressortissants de passeports biométriques. A terme, les passeports du monde entier devront, eux aussi, être biométriques et comporter les empreintes digitales et photographies d'identité numérisées de leurs détenteurs.

A défaut d'en être dotés, les Algériens seront donc isolés du reste du monde...

N. I.

BÉJAÏA/LA POLÉMIQUE SUR LE TRANSFERT DU SIÈGE DE L'APC

PERSISTE À TAOURIRT-IGHIL

Des citoyens ferment

une nouvelle fois la RN 12

Un vent de colère a encore soufflé sur la commune rurale de Taourirt-Ighil, dans la daïra d'Adekar, hier, où des citoyens ont fermé la RN 12 reliant les deux wilayas, Béjaïa et Tizi-Ouzou, à la circulation automobile pour réitérer aux autorités leur exigence de transfert du siège de l'APC, se trouvant à Tizi El-Korne, vers le lotissement Ighil-Irza «conformément au Journal officiel de la République algérienne», indiquent les initiateurs de la protestation dans une déclaration rendue publique.

Une semaine après la première manifestation initiée sur la RN12 avec les mêmes mots d'ordre, plusieurs centaines de citoyens, représentant une dizaine de villages de Taourirt-Ighil, sont revenus à la charge dans la matinée pour bloquer une nouvelle fois cet important axe routier, plus précisément au niveau du lieudit Lambert pour se faire entendre par les pouvoirs publics. Durant toute la journée, la route desservant les wilayas de Tizi-Ouzou et Béjaïa était restée fermée à la circulation automobile par les citoyens contestataires pour dénoncer «une situation de pourrissement et le statu quo entretenus par les autorités de la wilaya en réponse aux revendications légitimes exprimées des années durant», écrivent dans leur document les animateurs du mouvement de protestation. Comme pour la précédente protestation, le trafic était totalement bloqué sur cet axe routier, pénalisant lourdement les automobilistes qui se sont retrouvés coincés dans des bouchons monstres.

A. Kersani